



Nations Unies  
Commission économique pour l'Afrique  
Bureau pour l'Afrique du Nord

**Réunion Ad hoc d'experts sur RIO+20 : Avancées et enjeux pour l'Afrique du Nord**  
Rabat -Maroc, 7 mars 2012

Allocution de Madame Karima Bounemra Ben Soltane  
Directrice, Commission économique pour l'Afrique,  
Bureau pour l'Afrique du Nord

Excellence, Monsieur Frederico Duque Strada Meyer, Ambassadeur du Brésil au Maroc  
Monsieur Mohamed Nbou, Directeur des études de la planification et de la prospective au  
Ministère de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement du Royaume du Maroc  
Honorables experts  
Mesdames, Messieurs

Je vous souhaite la bienvenue à cette réunion d'experts sur le thème **RIO+20 : avancées et enjeux pour l'Afrique du Nord** que nous organisons dans le cadre de la 27<sup>ème</sup> session du Comité Intergouvernemental d'experts du Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord. Depuis quelques années déjà, et à la demande de nos Etats membres, nous organisons une réunion d'experts en relation avec le CIE, pour vous permettre d'étudier en profondeur un thème en relation avec les principaux défis de développement des pays de la région.

Pourquoi RIO + 20 cette année?

20 ans après l'adoption de l'Agenda 21 (au Sommet de Rio, 1992) et dix ans après la tenue du Sommet mondial de Johannesburg sur le développement durable (2002), la communauté internationale va à nouveau se mobiliser pour la prochaine conférence des Nations Unies sur le développement durable (RIO+20) qui se tiendra au Brésil du 4 au 6 juin 2012 (cf. résolution adoptée par l'AGNU en 2009). La conférence s'est fixé trois objectifs majeurs :

- Le renouvellement des engagements politiques en faveur du développement durable ;
- L'évaluation des progrès réalisés et des contraintes rencontrées dans la mise en œuvre des recommandations des principaux sommets sur le développement durable ;
- L'analyse des nouveaux défis mais aussi des opportunités

Elle abordera deux thèmes principaux:

- l'économie verte dans un contexte de développement durable et de réduction de la pauvreté et
- le cadre institutionnel et stratégique pour le développement durable.

En outre, sept domaines prioritaires ont été ciblés, dont la Conférence évaluera les progrès : la lutte contre la pauvreté, la sécurité alimentaire et l'agriculture durable, la gestion rationnelle de l'eau, l'accès à l'énergie, la gestion des océans, les établissements humains durables et la résilience au changement climatique et aux catastrophes.

La CEA s'est investie depuis plus de 15 ans dans l'appui à la mise en œuvre du programme de développement durable au niveau régional et sous régional et y a consacré une division qui en traite les diverses dimensions. Ce choix stratégique a été confirmé par le mandat qui lui a été donné par le Sommet Mondial sur le Développement Durable et l'AGNU. Tous les 2 ans, la CEA publie un rapport sur le développement durable en Afrique en tant qu'outil de suivi et de plaidoyer. Sa 5<sup>ème</sup> édition, qui sera publiée en 2013 est consacrée à la croissance verte.

En 2010, en collaboration étroite avec les organisations régionales et sous régionales ainsi que les partenaires au développement, notamment la BAD, le PNUD, le PNUE et UNDESA, la CEA a lancé le processus préparatoire africain pour RIO+20. Ses principaux résultats vous seront présentés ce matin. Il a permis une réelle mobilisation de nos pays et a conduit à l'adoption d'une déclaration consensuelle africaine pour Rio +20, dont le texte final figure dans la documentation mise à votre disposition.

De la même façon, notre organisation sœur, l'ESCWA a piloté le processus préparatoire pour la région arabe en collaboration avec la Ligue Arabe et le PNUE (ROWA). Ce processus vous sera également présenté ce matin. Je voudrais saluer la présence parmi nous de Mme Roula Majdalani, Directrice de la division Développement Durable de l'ESCWA, avec qui nous nous efforçons de coordonner notre appui à nos Etats membres qui appartiennent à la région Afrique et Pays Arabes, notre volonté étant de parvenir, autant que faire se peut, à des positions harmonisées de nos deux régions.

Excellence, Mesdames et Messieurs

Sur le plan économique, l'Afrique a enregistré des taux de croissance positifs malgré la crise financière et économique beaucoup de pays ayant fait la preuve de leur résilience (taux de croissance global du PIB de 4,7% en 2010 et devrait atteindre 5,7% en 2011- CEA, 2011). Cependant, le Continent accuse un retard dans la mise en œuvre de certains de ses objectifs de développement durable et en particulier dans la réalisation des OMD (Rapport économique sur l'Afrique 2011, CEA). Ceci a été largement débattu hier.

L'Afrique est en effet reconnue comme la région la moins performante dans la lutte contre la pauvreté avec une augmentation de la pauvreté extrême. La hausse des prix des denrées alimentaires et la faiblesse de la productivité agricole ont entraîné une détérioration de la sécurité alimentaire et une augmentation du nombre de personnes qui souffrent de la faim. Le chômage et les inégalités persistent, tandis que l'épuisement des ressources naturelles se poursuit.

Tous ces défis risquent de s'accroître si des mesures adéquates ne sont pas rapidement mises en œuvre pour atténuer et s'adapter aux effets du changement climatique et des catastrophes naturelles, de plus en plus fréquentes.

L'Afrique du Nord n'échappe pas à cette tendance globale comme le montrent les résultats de la revue sous régionale de la mise en œuvre du développement durable en Afrique du Nord pilotée par l'Union du Maghreb Arabe, avec l'appui de la CEA et de la BAD.

Cette revue souligne la vulnérabilité des économies de la sous région qui présentent des insuffisances en termes de diversification, de valeur ajoutée, de création d'emplois durables (particulièrement pour les jeunes et les femmes) et d'intégration. Là encore, la pauvreté relative et les inégalités persistent. Des efforts soutenus doivent encore être faits pour atteindre l'objectif 7 des OMD 'Assurer un environnement durable', compte tenu de la tendance marquée à la pénurie des ressources en eau, l'accentuation de la désertification et de la dégradation des terres et la baisse de la productivité agricole.

Pour relever l'ensemble de ces défis et faire face aux crises économique, climatique, énergétique et alimentaire, les Etats devront redoubler d'efforts pour renforcer la convergence entre les trois piliers du développement durable en améliorant l'intégration et la cohérence des politiques, dans le cadre d'une gouvernance plus participative, ouverte à tous les acteurs et coordonnée à tous les niveaux.

Comme j'ai eu l'occasion de le dire hier, à l'ouverture du 27<sup>ème</sup> CIE, nous considérons les sujets dont vous discuterez aujourd'hui comme autant d'éléments qui peuvent enrichir la réflexion sur *le rôle de l'Afrique du Nord dans la libération du potentiel de l'Afrique comme pôle de croissance dans le monde.*

Dans ce contexte, se pose la question de déterminer de quelle manière notre région peut saisir les opportunités créées par l'économie verte pour répondre aux enjeux du développement durable, de la lutte contre la pauvreté et de la création d'emplois, en favorisant des modes de production et de consommation durables. Le dernier rapport du PNUE (2011) confirme les perspectives de croissance économique et de développement social liées à l'économie verte, dans plusieurs secteurs d'activités tels que : les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, l'agriculture durable, l'industrie, la gestion de l'eau, la gestion des déchets, les transports propres, la finance, les assurances...

L'Afrique du Nord a déjà lancé des programmes dans plusieurs de ces secteurs et des études sont en cours dans certains pays pour évaluer les possibilités, les défis et les réformes liées à l'économie verte et ainsi créer les conditions cadre pour le développement des secteurs les plus profitables. Nous en verrons des exemples au cours de la journée.

D'après le rapport *Brundtland* (1987),

*le développement durable est un mode de développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre les capacités des générations futures à répondre aux leurs.*

Pour être sûrs que les positions de ces générations futures puissent s'exprimer et apparaître dans les conclusions de la réunion, nous avons invité un groupe de jeunes avec qui nous avons déjà eu l'occasion de débattre de ces sujets et que nous sommes ravis de retrouver.

Enfin, Mesdames et Messieurs, je terminerai en insistant sur l'importance d'une participation active et élargie de nos pays à la conférence de Rio+20, qui permettra de défendre une position commune et garantir que les enjeux et priorités de l'Afrique du Nord en termes de développement durable seront clairement formulés, entendus et pris en compte.

Je vous souhaite des débats ouverts et fructueux et vous remercie de votre attention